Ci-dessous l'article de 94 citoyens paru le 4 mars 2020

A noter qu'il y figure une erreur que nous n'avons pas pu rectifier faute d'avoir été consulté: le conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie n'a en aucune façon été coorganisateur de l'événement, la coorganisation s'est faite entre les associations de personnes handicapées (pascal martin, APF) et les organisations de personnes âgées (christiane visconti, UFR)

Une dizaine de candidats aux municipales en Val-de-Marne ont répondu ce mardi à l'invitation d'une douzaine d'associations locales* d'aide aux personnes handicapées ou âgées, pour un temps d'échange à l'institut Le Val Mandé de Saint-Mandé. L'occasion de mettre en avant ses propositions mais aussi d'écouter des aidants qui aimeraient avoir un peu plus voix au chapitre.

«Si nous vous avons réunis ici, c'est pour partager une ambition commune, au-delà des clivages politiques, pour améliorer la qualité de vie de 30% des administrés de vos communes que sont les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et leurs aidants», commence Pascal Martin, le directeur de l'antenne Val-de-Marne de l'Association des paralysés de France, coorganisateur de cet événement accueilli par l'institut Le Val Mandé, avec le conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie.

Réunis dans l'une des salles de cet établissement médico-social spécialisé dans l'accueil et l'insertion de publics handicapés (notamment des mal voyants et des jeunes présentant des troubles autistiques mais aussi des polyhandicapés), candidats aux élections municipales et représentants associatifs ont parlé logement, mobilité, santé, accès aux droits et aux services publics.

Chaque candidat a été invité à présenter une mesure de son programme. Parmi les locaux de l'étape, trois des têtes de listes de Saint-Mandé, Geneviève Touati (La gauche unie pour Saint-Mandé citoyenne écologiste solidaire) a expliqué vouloir organiser des rencontres trimestrielles pour consulter les associations sur les travaux de mise en accessibilité de la voirie ou des bâtiments publics. Julien Weil (Toujours mieux vivre à Saint-Mandé) a dévoilé la concrétisation prochaine d'une ouverture d'une classe d'immersion pour 7 enfants en situation de handicap au sein d'une école maternelle. Lena Etner (Ensemble pour l'alternance à Saint-Mandé) a pour sa part mis en avant l'ouverture de sa liste à une personne autiste asperger.

Pour Créteil, Thomas Dessalles (Créteil, l'avenir en commun) a indiqué vouloir œuvrer avec Île-de-France Mobilités à la mise en accessibilité des gares de la ligne 8 du métro. Elise Rigaud, orthophoniste à Créteil, colistière de Sylvain Thézard (Demain pour Créteil), a proposé la création d'un lieu-ressource pour mieux identifier les professionnels de santé d'un territoire.

A Saint-Maur-des-Fossés, Céline Vercelloni (Osons la transition écologique et sociale à Saint-Maur), s'est dit prête à lancer un plan de formation pour le personnel des établissements scolaires au handicap. Matthieu Fernandez (Saint-Maur avenir), a promis la création d'une maison pour permettre aux aidants de se retrouver et de s'informer.

A Villejuif, Elisabeth Arend (Décidons Villejuif) souhaite s'impliquer dans les mobilisations pour éviter les suppressions de postes d'enseignants spécialisés et au soutien des parents d'enfants handicapés rencontrant des difficultés. A Maisons-Alfort encore, Étienne Bard, colistier de Cécile Panassac (Maisons-Alfort Ensemble, Ecologie et Solidarité) a proposé la réalisation d'au moins une partie du magazine municipal selon le standard « Facile à lire et à comprendre ». Et à Villiers-sur-Marne, Jacques Grenier (Ensemble Pour Villiers Écologique Sociale et Citoyenne), a inscrit dans

son programme la réalisation annuelle de 3 à 6 kilomètres de voiries municipales pour les vélos, PMR et poussettes.

« Impliquez-nous dans vos démarches ! »

Les représentants du monde associatif ont accueilli avec enthousiasme les propositions des candidats mais ont souligné l'importance de consulter les publics auxquels ces mesures s'adressent pour s'assurer que cela répond concrètement à leurs besoins. *« Grâce à nos expériences au quotidien et à notre connaissance des sujets, nous sommes devenus des experts. Il serait pertinent de nous inclure dans vos instances afin de ne pas « faire pour » mais de « faire avec ». Nous sommes une richesse ! »*, a souligné Christine Manuel de la CFDT Retraités.

Autre sujet finalement peu évoqué par les personnalités politiques, faute de temps, le logement.

« Depuis le vote de la loi DALO sur le droit au logement, nous avons remarqué que les personnes handicapées n'étaient plus vraiment prioritaires, se retrouvant avec d'autres publics malgré un cumul de problématiques allant de l'accessibilité du logement, aux faibles revenus. Il faudrait faire évoluer la législation », a proposé Marie-Claude Garcia de l'APF 94.

* Les associations invitantes : Association Nationale de Retraités ANR, APF France handicap du Val de Marne, CFDT Union Territoriale des Retraités 94, Confédération Nationale des Retraités CNR, Union Nationale de Familles et Amis de Personnes Malades et/ou Handicapées Psychiques, UNAFAM, Union Française des Retraités UFR, Union Départementale des Associations et Parents d'Enfants Inadaptés, UDAPEI 94.